

La rubrique Portrait d'auteur présente des écrivains francophones belges, principalement dans le domaine des Sciences pures et Sciences humaines. En effet, les auteurs de fiction sont présentés dans une rubrique similaire du bimestriel Le Carnet et les Instants, publié par le Service de la Promotion des Lettres. De même, Le Carnet propose dorénavant de manière régulière la rubrique Portrait d'éditeur. D'autre part, Lectures publie aussi des portraits dans le domaine Jeunesse (auteurs, illustrateurs, éditeurs).

par Jean SLOOVER
politologue



∴ Isabelle Cassiers :

« Une partie de plus en plus importante de la population désire une vie différente du projet marchand... »

Politique monétaire et croissance économique en Belgique à l'ère de Bretton Woods (1944-1971), L'État social actif : vers un changement de paradigme ?, La Générale de Banque 1822-1997, Croissance, crise et régulation en économie ouverte : la Belgique entre les deux guerres...

Parmi ses multiples publications, les grands ouvrages qu'Isabelle Cassiers, chercheur qualifié du FNRS et professeur au Département des Sciences Économiques de l'Université Catholique de Louvain (UCL), a fait paraître - seule ou en collaboration avec d'autres scientifiques -, portent des titres à l'image de leur sujet : un peu âpres. C'est la loi du genre : le savoir badine rarement avec la titraille. Surtout chez les économistes qui clament volontiers que leur discipline est « la plus dure des sciences molles »...

Pourtant, ce n'est pas le souci de cultiver cette incertaine légende qui, chez elle, explique l'austérité de ses analyses et de leurs intitulés : intellectuelle atypique proche de l'École de la Régulation, elle témoigne, au contraire, d'une volonté constante de prendre ses distances à l'égard des prémisses et des conventions sur lesquelles sa corporation fonde sa prétention à un haut degré de scientificité. « Certes, rappelle-t-elle souvent, les contraintes économiques existent, mais il y a néanmoins toujours

une dimension idéologique sous-jacente à toutes les logiques économiques. » Face aux impasses où nous a mené le mythe d'une croissance économique illimitée génératrice du bien-être commun, elle cherche donc à croiser humblement son regard avec celui du philosophe, du sociologue, du politologue, de l'historien... Une hétérodoxie de la pensée, une transversalité de la démarche, un souci de pluridisciplinarité peut-être à l'image du Tai-Chi, cet art martial lent qu'elle pratique et qui travaille l'énergie par une gestuelle précise et concentrée en quête du bon alignement. « Le Tai-Chi, confie-t-elle en tout cas, ramène au temps présent et donne confiance dans nos capacités d'évoluer lentement... »

J.S. : Comment se fait-il que vous soyez née à New-York ?

I.C. : À Bronxville, en banlieue, très exactement. Mon père a embrassé la carrière diplomatique. Il était à l'époque en poste aux Nations Unies ; c'était sa première affectation. Jusqu'à l'âge de quatorze ans, je l'ai suivi : à Rome, à Adis

Abeba, à Tel Aviv... De beaux endroits pour grandir. Je garde notamment un souvenir ému de la vallée du grand rift.

J.S. : Vous avez la nationalité américaine ?

I.C. : J'aurais pu l'obtenir aisément, mais je n'ai pas fait le nécessaire.

J.S. : Quand revenez-vous en Belgique ?

I.C. : À l'étranger, je fréquentais naturellement les lycées français. Il me fallait donc passer mon baccalauréat. Je m'y suis préparée en Belgique, dans le pensionnat des Sœurs Dominicaines de Froyennes, à la frontière française. J'ai présenté le concours à Lille.

J.S. : Vous faites ensuite de brillantes études de philosophie et d'économie à l'UCL. Pourquoi ce choix ?

I.C. : Le bac en poche, j'avais envie de tout faire : les mathématiques, la médecine, la philosophie... J'ai finalement opté pour une candidature en sciences économiques, politiques et sociales parce que cette formation me paraissait la plus ouverte. Parallèlement, j'ai, par goût, suivi le baccalauréat en philosophie que l'UCL proposait aux étudiants inscrits dans d'autres disciplines.

J.S. : Pourquoi l'UCL ?

I.C. : Je ne me suis pas posé de question à cet égard. Par tradition familiale, sans doute : je suis la cadette d'une famille de sept enfants. Ceux d'entre nous qui ont fait des études universitaires ont tous fréquenté l'UCL.

J.S. : Économiste, vous êtes ce que l'on appelle une hétérodoxe : vous êtes largement en désaccord avec le courant qui domine actuellement la pensée économique. Pourquoi ?

I.C. : Parce que l'économique, le social et le politique sont très étroitement liés et que j'ai la conviction que l'axiomatique qui sert de base à la pensée économique orthodoxe, en ne prenant pas ces interactions en compte, nous empêche de saisir des enjeux très importants.

J.S. : Vos recherches et votre enseignement font une large place à l'histoire. En quoi cette discipline vous paraît-elle importante pour la compréhension des

évolutions économiques ?

I.C. : Si l'on veut situer des événements de court terme dans une vague longue, l'histoire est évidemment essentielle. Il se passe des choses sous nos yeux qui apparaissent étrangères les unes aux autres, mais qui participent en réalité à des tendances lourdes ou qui pourraient faire système dans le long terme ; essayer de comprendre les enjeux à long terme des changements actuels, c'est tenter de les situer dans des évolutions historiques. Ma manière de percevoir les changements à l'œuvre est en tout cas très fortement influencée par mes recherches en histoire économique et sociale. Je travaille par exemple beaucoup sur des indicateurs alternatifs au PIB parce que je considère que la période actuelle a beaucoup de points communs avec celle au cours de laquelle est née, en Belgique, la comptabilité nationale. À la Libération, elle a été mise en place pour mesurer les progrès de l'économie marchande. Cristallisant tout à la fois la révolution keynésienne, le Pacte social, les technologies nouvelles, les nouveaux rapports entre les États-Unis et l'Europe, l'État nation, la comptabilité nationale a eu un effet levier fantastique. Un autre instrument de mesure du progrès pourrait donc bien, demain, marquer un changement de société comme la comptabilité nationale a inauguré les « Trente Glorieuses »...

J.S. : Vous avez écrit récemment, avec le Secrétaire du Conseil central de l'économie, un texte qui fait référence sur la « Concertation sociale et les transformations socio-économiques en Belgique, de 1944 à nos jours ». Quelque chose frappe dans ce papier : alors que vous mettez clairement en évidence le fait que, au sein du « monde libre », la concertation s'est, à la Libération, institutionnalisée à tous les niveaux « tant pour éviter le retour au chacun pour soi des années trente que pour faire barrage au monde communiste », curieusement l'effondrement du modèle soviétique n'est pas évoqué parmi les transformations qui ont provoqué l'évolution de la concertation sociale et l'émergence de l'État social actif. Curieux, non ?

I.C. : Si c'est le cas, c'est une lacune : le changement de régime à l'Est que la chute du mur

de Berlin symbolise est bien évidemment une donnée majeure des transformations de la fin du XX^{ème} siècle. Non seulement parce que la donne change complètement au sein des pays concernés qui rejoignent alors le marché mondialisé, souscrivent aux règles de l'OMC et leste le marché du travail d'une masse additionnelle de travailleurs souvent qualifiés. Mais aussi parce que l'effondrement du socialisme réel casse l'imaginaire de l'alternative. Nous n'en sommes pas encore sortis...

J.S. : En attendant, la société reste très influencée par les idées néolibérales ?

I.C. : Nous souffrons du fait que le modèle implicite de la société colle au modèle du marché, ce qui engendre de la souffrance humaine : nous ne sommes pas des atomes dissociés, des électrons libres. Ce modèle de société nie le réel, les besoins des êtres humains.

J.S. : Vous êtes, à cet égard, sensible à la notion de « dissociété » mise en avant par l'économiste français Jacques Généreux ?

I.C. : La « dissociété » ? Nous y sommes ! Cela étant, mes réflexions sur cette notion, comme celles sur les indicateurs alternatifs me donnent l'impression que les choses bougent : on sent un bouillonnement de petites initiatives, de petits mouvements qui tendent vers la revalidation du lien social, qui recherchent la dimension humaine, qui promeuvent des modes de vie plus reliés.

J.S. : Serions-nous, selon vous, à un tournant de civilisation ?

J.C. : Beaucoup d'éléments convergents me confortent dans cette idée. Et la grande pauvreté de la pensée économique orthodoxe est précisément de ne pas posséder les outils pour percevoir ce virage d'ores et déjà amorcé ou de ne pas avoir la capacité de dialoguer avec les disciplines scientifiques mieux à même de le détecter.

J.S. : Pour quelles raisons êtes-vous si sûre de ce changement de cap historique ?

J.C. : Pour trois raisons. Un, l'impossibilité écologique de pérenniser le modèle économique actuel. Deux, les évolutions géopolitiques : le déclin de l'Occident et la montée en force des pays émergents. Certes, ces pays s'alignent sur notre monomanie de

la croissance économique, mais ils le font dans le contexte d'une culture qui est très différente de la nôtre. Trois : les humains, y compris les acteurs du modèle dominant, aspirent à autre chose qu'à l'accumulation de biens matériels. À quelque chose de plus humainement épanouissant. Ceux qui coachent les chefs d'entreprises le relèvent : dans leurs fonctions, les CEO sont des « tueurs ». Mais une fois la porte close, ils deviennent des êtres qui éprouvent le besoin de valeurs humaines, d'être reconnus comme êtres humains. C'est dire la puissance de ce système anonyme qui est en mesure de faire de nous des schizophrènes, d'obtenir que chacun joue un jeu différent de celui qu'il jouerait s'il était lui-même et, donc, de l'obliger à résister pour simplement le rester... Cette emprise est à ce point étouffante que, la révolte ou le sabotage n'étant plus guère possibles, beaucoup soldent les comptes par un *burn-out*...

J.S. : Dans un petit ouvrage récent, un collectif anonyme évoque à cet égard *L'insurrection qui vient*¹ ?

I.C. : J'ai lu ce texte. J'en partage le diagnostic radical, mais je suis en désaccord avec la vision anarchiste de ce livre à laquelle, politiquement, je n'adhère pas. L'insurrection qui vient désigne, pour moi, cette partie de plus en plus importante de la population qui désire vivre une vie différente du projet marchand proposé par le modèle dominant et qui exprime cette aspiration par des alternatives locales multiformes de plus en plus nombreuses, ce que je trouve très positif.

J.S. : Pas de revers à la médaille ?

I.C. : Le risque que comporte ce mouvement social est de nourrir le sentiment que les gens ne sont plus correctement représentés et que la politique est impuissante à changer le cours des choses. Ces sentiments peuvent se traduire notamment par une montée en force de l'abstention lors des consultations électorales et la diffusion d'un discours délétaire sur la corruption des mandataires publics comme en atteste la résurgence de slogans d'inspiration rexiste dénonçant les « banksters ». Il est vrai, cependant, que, pour l'heure, les institutions n'intègrent pas le nouveau courant alternatif qui transperce.

¹ Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, La Fabrique Éditions, Paris, 2007, 128 pages.

J.S. : Dans une interview récente vous suggérez que c'est l'expérience traumatisante de la Seconde Guerre mondiale qui a poussé la génération de l'immédiat après-guerre à réaliser les grandes réformes qu'appelaient les transformations de la société entamées depuis le début du XIX^{ème} siècle. Et à ce propos, vous estimiez que la crise climatique pourrait bien être le prochain catalyseur qui nous permettra peut-être de donner une réponse adéquate à l'actuelle rupture des grands équilibres antérieurs ? N'avez-vous pas, ces derniers temps, après l'échec de Copenhague et le retrait de la taxe carbone en France, le sentiment que, sur le plan de la lutte contre le changement climatique, nous faisons toutefois marche arrière ?

I.C. : Il y a, conjoncturellement, un mouvement de recul, c'est vrai. Mais ce repli n'est pas durable : le cycle long qui est à l'œuvre ne va pas dans ce sens. C'est impensable : les conséquences d'un statu quo seraient tellement énormes qu'un changement de cap va se produire.

J.S. : Le philosophe Daniel Ben Saïd disait à cet égard : « Nous allons forcément en sortir. Toute la question est de savoir si c'est par le haut ou par le bas » ?

I.C. : C'est effectivement la question qui se pose : allons-nous piloter le changement ou va-t-il s'opérer par la force des choses ?

J.S. : Et ? Vous êtes optimiste ou pessimiste ?

I.C. : La perspective historique me donne à penser qu'un changement de cap positif est amorcé. Vouloir maintenir la croissance pour la croissance, sans discussion de son contenu, ce n'est pas de la myopie : c'est tout simplement absurde. Je suis d'ailleurs étonnée qu'il y ait tellement de responsables qui suivent encore le cap de la croissance. Comment ce discours autorisé résiste-t-il à ce point au bon sens des gens ? Tout ceci montre l'importance du travail de la parole et de la réflexion : grâce à lui, le nombre de citoyens qui désirent le changement va devenir sans cesse plus important et miner en finale le pouvoir de ceux qui veulent perpétuer la logique en place.

J.S. : Il n'y a pas de pensée unique dans les livres : les éditeurs publient sans désemparer des essais en sciences humaines qui questionnent durement le modèle économique dominant et qui, parfois, proposent des pistes pour, sinon s'en affranchir, du moins en desserrer l'étreinte. Mais ces travaux critiques restent confinés dans leurs sphères intellectuelles d'origine : leurs idées ne percolent qu'à doses homéopathiques dans le corps social et l'opinion publique ?

I.C. : Je ne suis pas d'accord : le milieu associatif bouillonne littéralement ! Nous n'avons pas connu cela depuis des décennies ! Et ce que je constate depuis deux ans, c'est une intense recherche de solutions permettant de répondre à cette question : qu'est-ce qui peut nous aider à changer de cap ? Non, le problème est politique. Les décideurs sont pris dans un étau : en raison de la durée de leurs mandats, leur horizon relève du court terme, alors qu'ils devraient pouvoir prendre des mesures impopulaires mais payantes à long terme. S'ajoute à cela le fait que les médias sont presque tous, désormais, des entreprises soumises aux intérêts privés de grands groupes et, donc, à une logique de rentabilité : dans leur écrasante majorité, ils sont engagés dans une course à l'audience qui, parce qu'il y a une prime commerciale à s'engager dans cette voie, les incite à privilégier l'événementiel, les scandales, les drames, le spectaculaire, le sensationnel... Toutes choses qui ne contribuent en rien à la mise en question du modèle marchand. Bref, la démocratie ne fonctionne plus...

J.S. : Le philosophe Bertrand Méheust² estime, pour sa part, que « selon toute probabilité, la société mondialisée dirigée par le marché ira vers sa saturation sans que rien ne puisse plus inverser la tendance ». Autrement dit, que, comme tout système, le marché ira au bout de ses possibilités sans planète de rechange. Optimiste, vous ne partagez donc pas ce point de vue ?

I.C. : Effectivement. Mon prédécesseur à l'UCL, Jean-Philippe Peemans avait l'habitude de commencer ses cours en rappelant les trois temps du capitalisme mis au clair par Fernand Braudel : la vie matérielle et spirituelle, le marché, le capitalisme. Le

² *La politique de l'oxymore – Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, Éditions Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte, Paris, 2009, 162 pages. Bertrand Méheust est philosophe, spécialiste de l'histoire de la psychologie.

capitalisme se nourrit du marché comme le marché se nourrit de la vie matérielle, mais celle-ci n'a pas disparu pour autant. Le capitalisme a, certes, appauvri certaines régions du monde. Néanmoins, une grande partie de la tenace humanité vit toujours au premier niveau : au premier étage de l'édifice historique, la vie matérielle et spirituelle demeure. Immense, forte, vigoureuse, creuset d'une formidable créativité...

J.S. : Dans *Éloge de l'énergie vagabonde*³, l'écrivain voyageur Sylvain Tesson prend la mesure de l'avidité du Nord comme de celle qui enfle au Sud. Et il revient de son périple convaincu que, suçant la Terre jusqu'à sa dernière goutte d'huile fossile, ses semblables vont dans le mur. Que faire, se demande-t-il ? Le développement durable ? La décroissance ? Tesson ricane : qui aura le courage d'entamer le premier le ralentissement consumériste ? Et comme l'humanité entière ne peut retourner à la vie primitive, il ne voit qu'une issue possible : que brûlent les torchères ! Une fois les nappes à sec, il nous faudra bien, conclut-il, imaginer un autre monde... Provocation ou lucidité ?

J.C. : Ce qui se trouve là dénoncé, c'est ce qui se pratique en Occident. Mais d'autres liens, d'autres logiques existent et se développent qui appartiennent aux niveaux un et deux de Braudel. Je songe notamment au succès grandissant de tout ce qui est marché local. Cela fait songer à cette histoire du cordonnier indien que l'on incitait à gagner plus d'argent en produisant davantage de souliers afin de pouvoir les vendre dans le village voisin et qui rétorquait : « mais alors comment va vivre mon copain cordonnier de là-bas » ?

J.S. : Pour apporter votre pierre à l'édifice, vous vous attachez notamment à redéfinir la prospérité. La richesse ne fait donc pas le bonheur ?

I.C. : Tout dépend de la définition que l'on donne à la richesse. Si c'est l'enrichissement personnel, l'accumulation de biens matériels, mon intuition comme mes recherches m'incitent à penser que la richesse ne contribue effectivement pas beaucoup au bonheur. Bien entendu, nous sommes sereins quand nous sommes dégagés des soucis matériels,

mais cette quiétude disparaît aussitôt que nous sommes encombrés par nos avoirs. Si le Danemark est le seul pays occidental où la satisfaction globale que procure l'existence augmente au fil du temps, c'est parce que les besoins de base y sont assurés pour tout le monde et que l'éventail socio-économique n'étant pas très ouvert, le sentiment d'appartenance à une société de chacun y est grand.

J.S. : Pour vous, qu'est-ce qui fait la valeur des choses ? Dans un petit texte, vous la comparez à un vieil oignon. « La pelure extérieure, écrivez-vous, grossière au premier regard, rêche au premier toucher, déjà morte, semble étrangère au cœur humide, savoureux et presque lumineux du bulbe soigneusement pelé. La vie est un long processus d'épluchage. Il est étrange que le délestage des pelures successives puisse provoquer tant de larmes – et rendre les yeux si brillants »...

I.C. : J'ai écrit ce témoignage pour une amie artiste qui luttait contre une grave maladie ; elle voulait rassembler des pages pour composer un petit livre qu'elle illustrerait. Le hasard a voulu que je rédige ma contribution dans une cabane sans confort perdue dans les Pyrénées. Ce double contexte m'a amenée à réfléchir à la valeur des choses et il m'a semblé là, que cette valeur provient de deux éléments. D'abord la possibilité de ressentir que tout est lié ; de saisir l'unité de l'être si vous voulez. Ensuite le cheminement de la conscience.

J.S. : Vous êtes croyante ?

I.C. : Je me définirais plutôt comme « cheminante », justement. Ma spiritualité n'est pas du domaine du croire, mais du connaître au sens biblique : se laisser pénétrer par le mystère de la vie et de l'être. D'où la métaphore de l'oignon car il ne se produit rien si l'on est encombré : disponible, nous pouvons vivre l'éternité de l'instant présent en étant connecté à tout ce qui est avec nous. Et comme tout est changement, tout est mouvement, en adhérant à cette dynamique, on est dans l'être tout en acceptant l'impermanence des choses. Cette perception-là dévoile une perspective singulière sur la marche du monde : elle permet de croire en la capacité de la vie de prendre soin d'elle-même. C'est une forme de foi... ●

³ *Éloge de l'énergie vagabonde*, Éditions des Équateurs, 240 pages.